

Le smic est-il l'ennemi de l'emploi ?

- Gilbert Cette, Adjoint au Directeur général des Études et de Relations internationales à la Banque de France et professeur associé à l'Université d'Aix-Marseille
- Christine Erhel, Professeure d'économie au CNAM, directrice du Centre d'Etudes de l'Emploi et du Travail
- Jérôme Gautié, Professeur de sciences économiques, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- Mathieu Plane, Économiste à l'OFCE
- animé par Fanny Binochet (Le Point)

SMIC = salaire minimum de croissance.

La France a-t-elle une particularité par rapport au smic ?

Pourquoi et comment le réformer ?

1. Minimum wages: Not everywhere

- Among OECD countries: 28 / 36 (78 %)
- no MW: AUT, CHE, DEN, FIN, ITA, ISL, NOR, SWE
- Sometimes recently:
AUS 1998, UK 1999, IRL 2000, NZE 2000, MEX 2006, DEU 2015
- In France since 1950 (SMIG), renovated in 1970 (SMIC)

2. But... linked to collective negotiation deficiencies

- Ex. Italy, Denmark ... where social partners are opposed to a national MW

3. MW revaluation rules differ. Among the 28 OECD countries having a MW:

- 100% discretionary government decision in 24 countries
- Automatic Indexation + discretionary decision in 4 countries
 - Automatic indexation on inflation + discretionary decision in 3 countries: BEL, LUX, SVN
 - Automatic indexation on inflation + part of wage index purchasing power growth + discretionary decision in France
- France has a one-of-a-kind indexation rule

4. Circular relation between average wage and SMIC

- Increases in the real wage for blue-collar workers and employees influence the SMIC through indexation
- Revaluations of the SMIC influence that reference wage

L'existence d'un salaire minimum caractérise l'incapacité à nouer un dialogue social efficace. Dans 4 pays (BE, LU, SVN, F) réévaluation automatique du Smic. Ailleurs, Les règles de réévaluation sont moins contraignantes qu'en France.

5. The French MW is costly for public finances

- In order to counterbalance damage of a high MW on employment of low skilled workers, large policies targeted on low wages reduce employer social contributions

6. Ineffectiveness of the MW in the fight against poverty

- For wage earners, main poverty factors are the number of hours worked and the family size (OECD 2009, previous reports of the MW expert group ...)
- Hourly wage is a minor poverty factor
- If labour costs are too high at the MW level, they have a damaging impact on the employment of low skilled people and the youth

7. High wage stability of MW workers in France

- More than the wage level, is not the main issue the one of wage mobility at the MW level?

Le smic est totalement inefficace pour lutter contre la pauvreté. En particulier dans les familles avec des enfants.

Des gens restent durablement au niveau du salaire minimum.

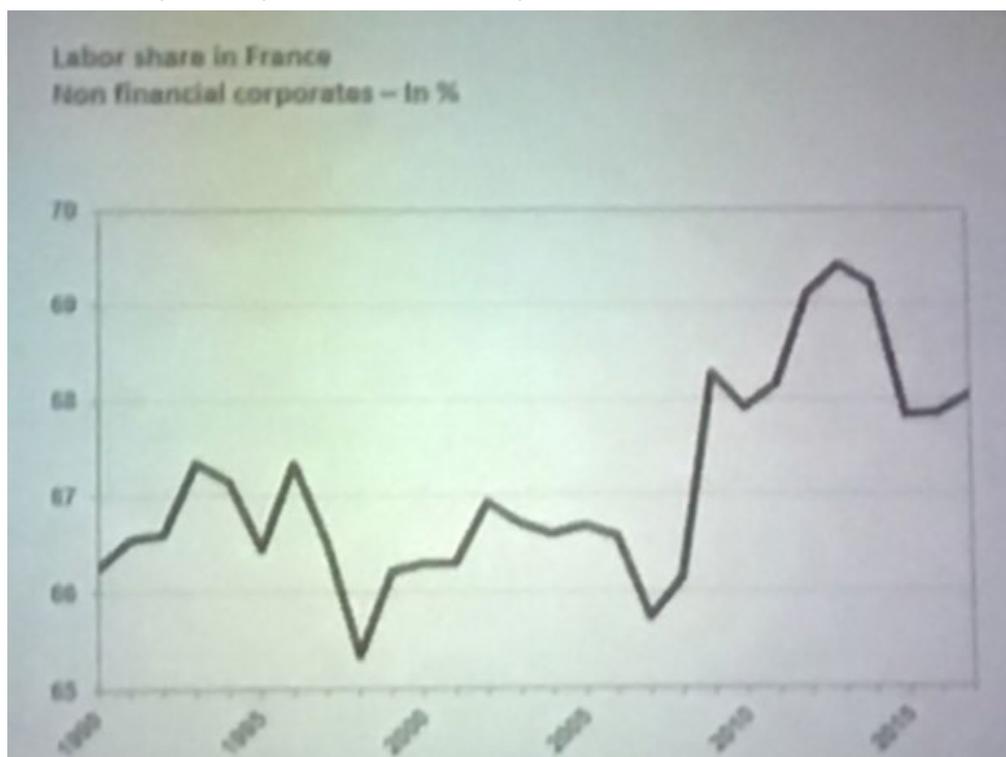
Recommendations of the minimum wage expert group (2017)

- 1. No specific MW for youth**
Apprenticeships are a better way to help youth integration in labor market
Bad previous experiences in France (CIP, 1993 ; CPE, 2005)
- 2. No regional MW**
Housing is the main factor of different CPI levels. At a city level more than a regional one
This differentiation should concern also all social policies, not only MW
Working location does not necessarily correspond to living location
- 3. Change of SMIC revaluation rules**
Remove either one or the two automatic MW increase parameters
Reinforcement of the expert group role
=> Becoming closer to other countries
- 4. Decrease worker poverty through an income support premium (the PA) increase and not through MW increase**
- 5. Increase wage mobility for low wage workers, through professional training**

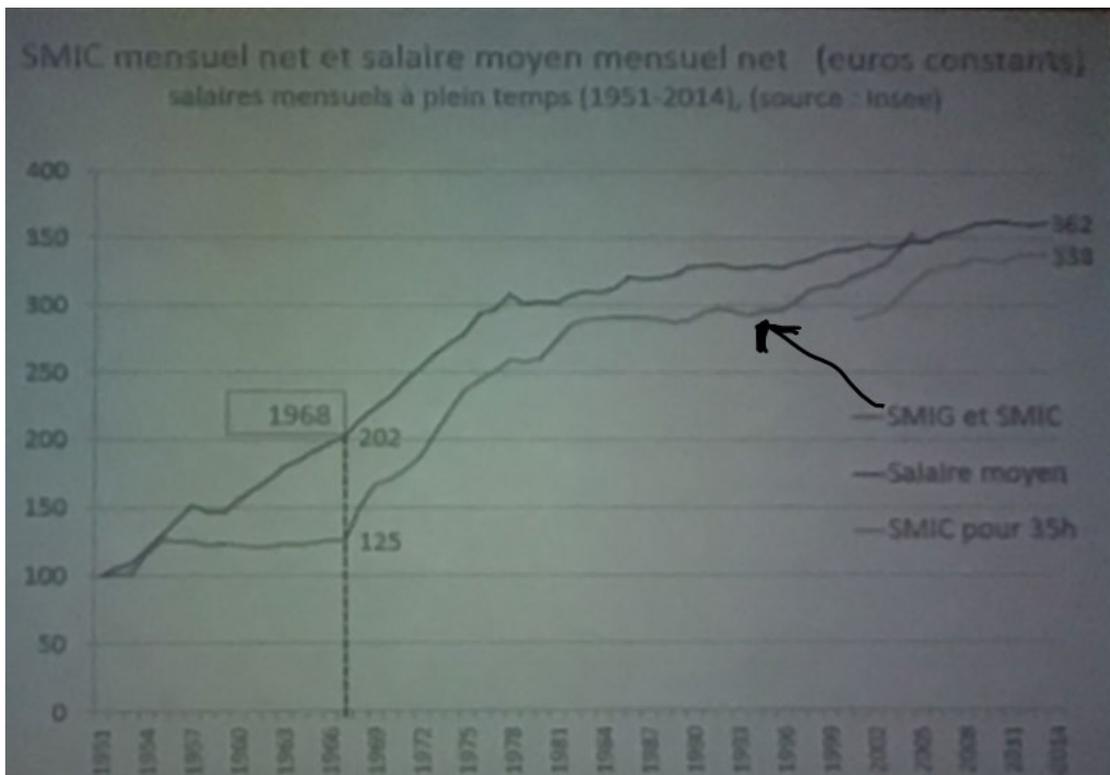
Il serait erroné de régionaliser le Smic.

Il faut changer les règles de réévaluation.

Il faut s'attaquer à la pauvreté laborieuse (prime d'activité).



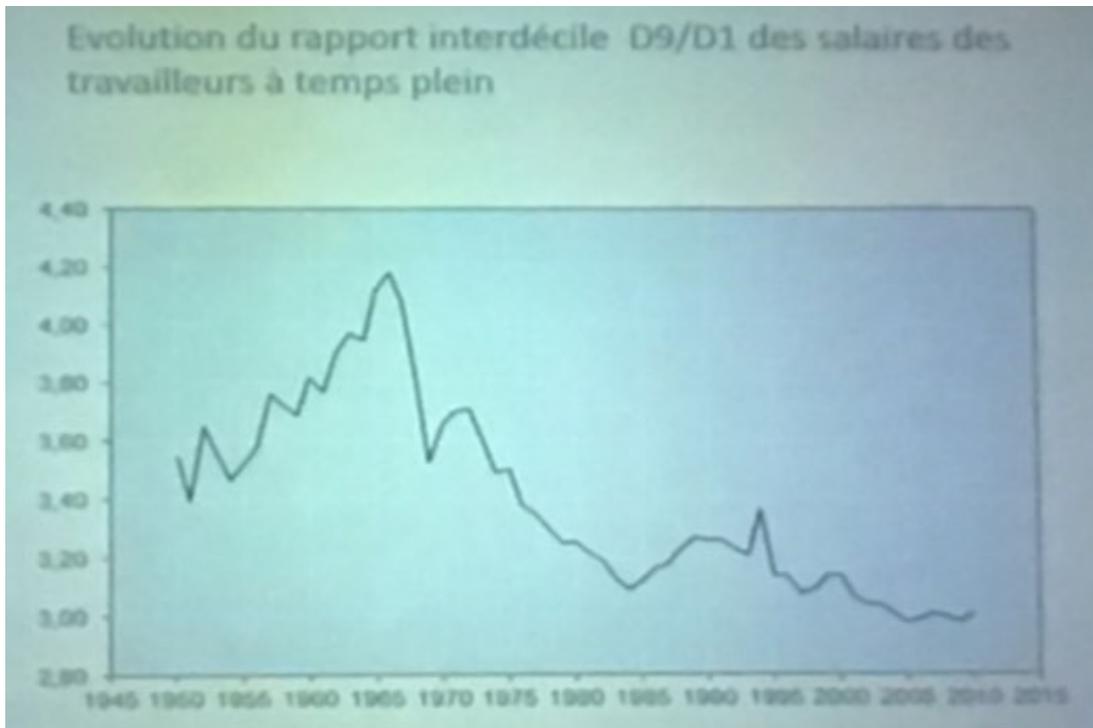
L'évolution du salaire en France a été plus forte que celle de la productivité.

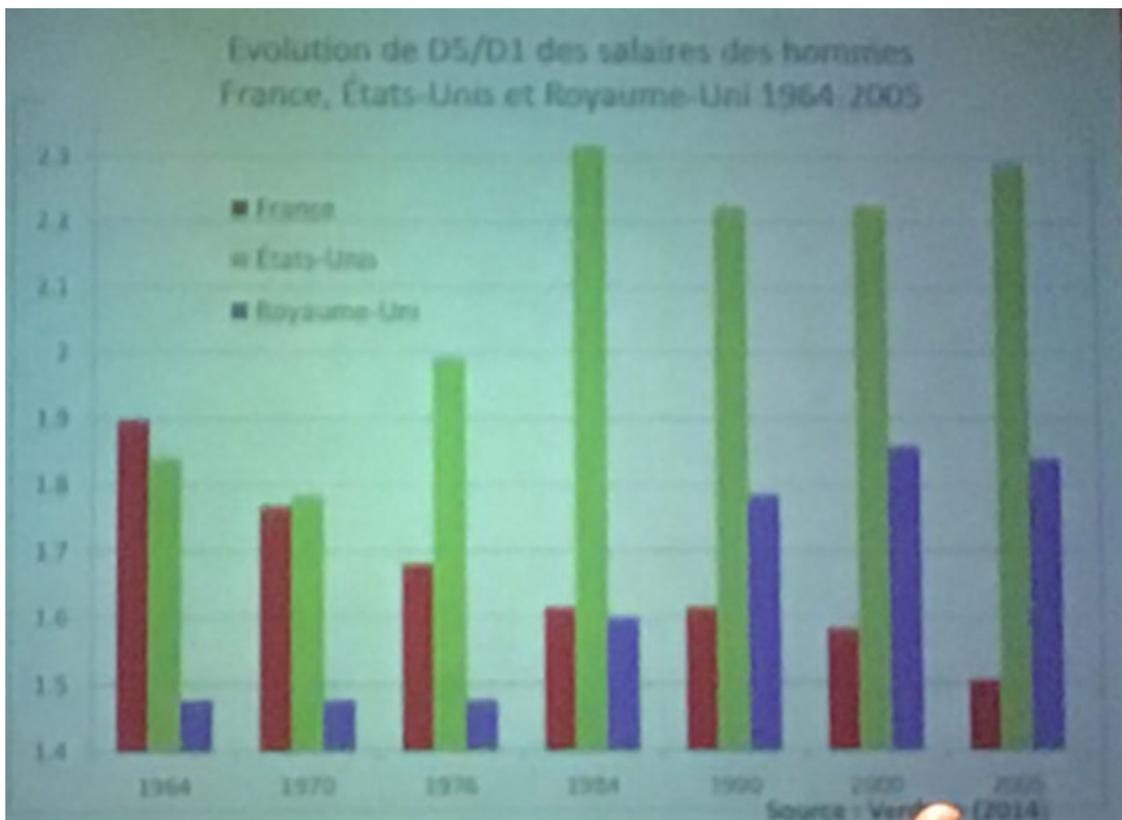
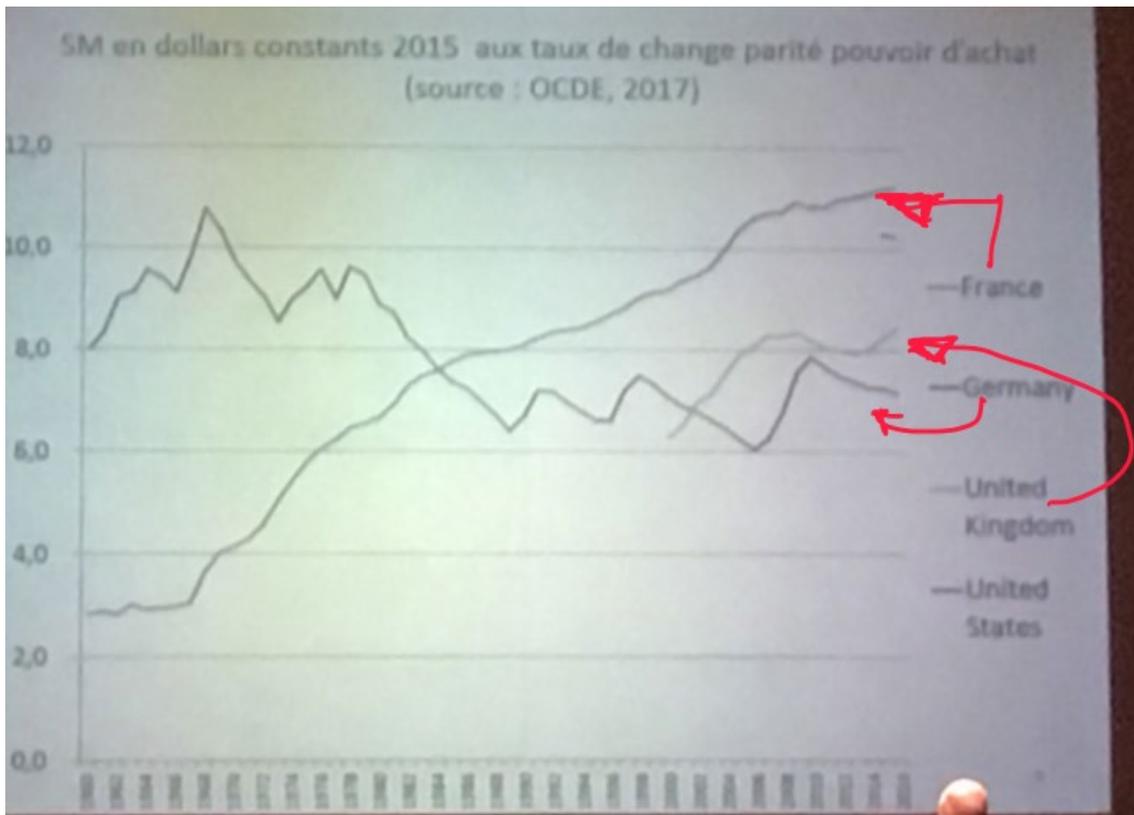


Salaire minimum introduit en France en 1950.

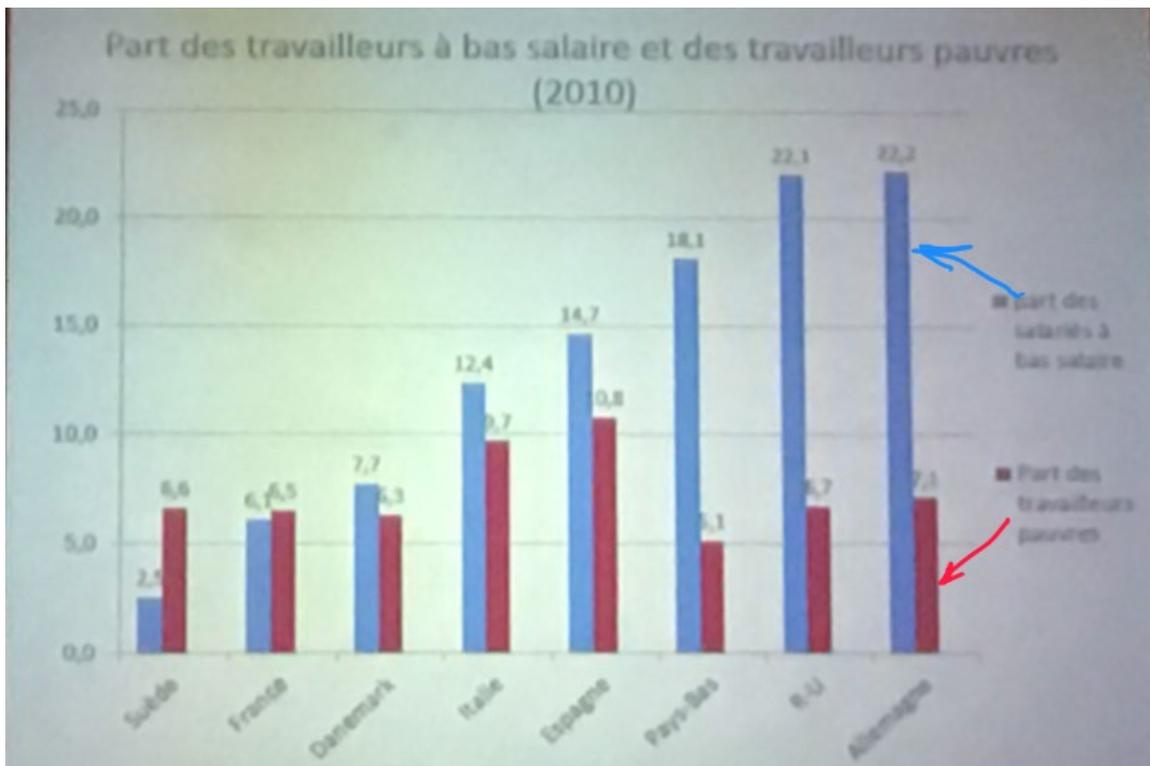
Smig réformé en 1970, Smic instauré, pour installer un "salaire de civilisation"

Evolution des inégalités





Le salaire minimum a pénalisé l'emploi aux USA,
Il a empêché le développement de secteurs à tes bas salaires.



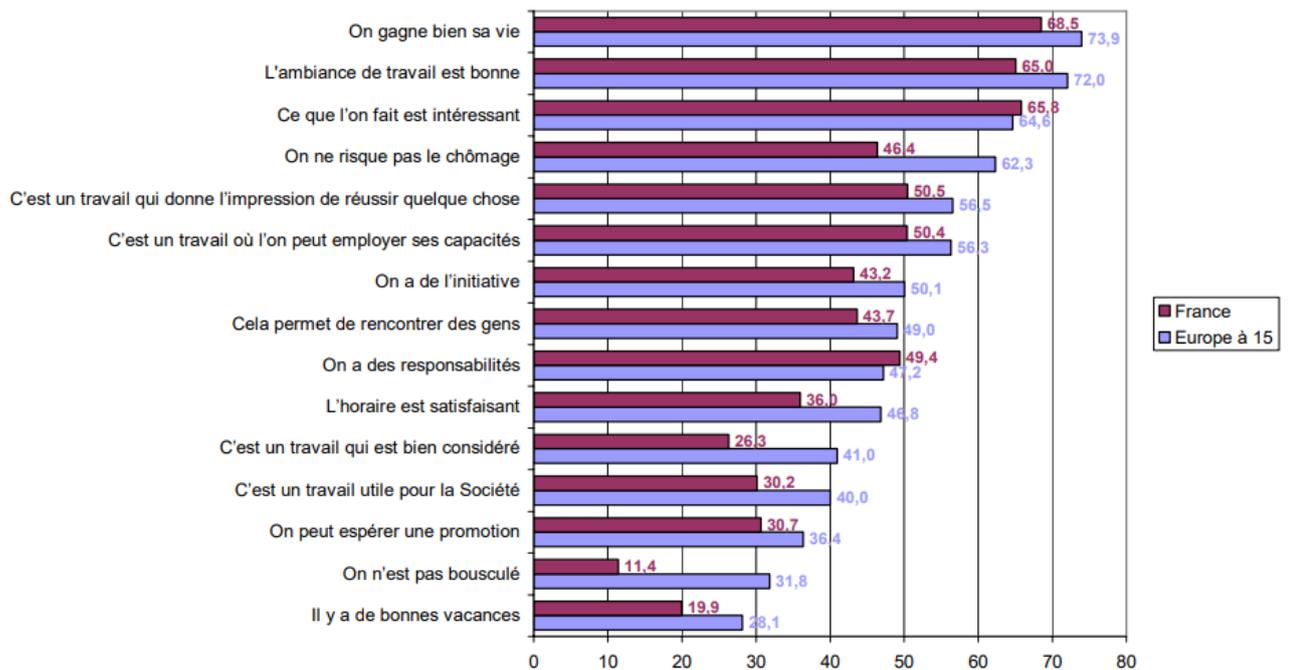
Redistribution via les ménages.

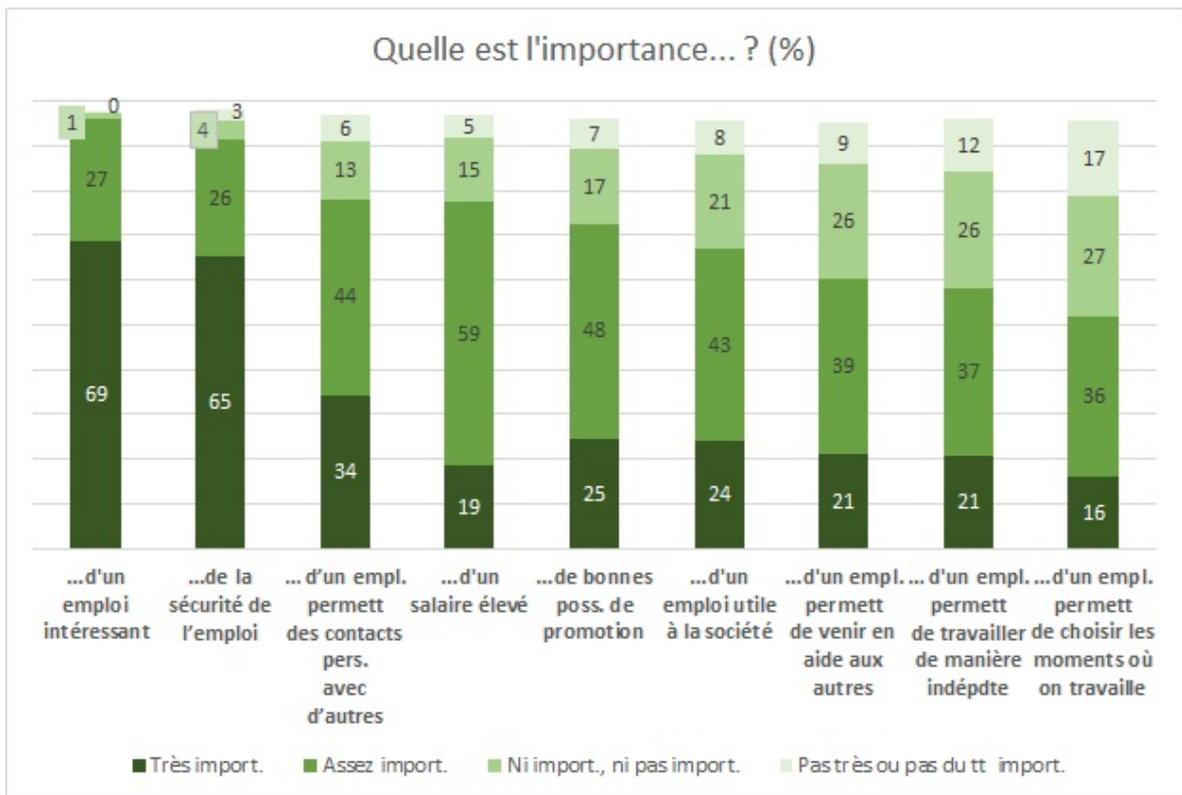
Rapport entre smic et qualité de l'emploi.

Le droit à une rémunération décente fait partie des droits fondamentaux. Ce salaire est-il encore jugé comme quelque chose d'important par les salariés ?

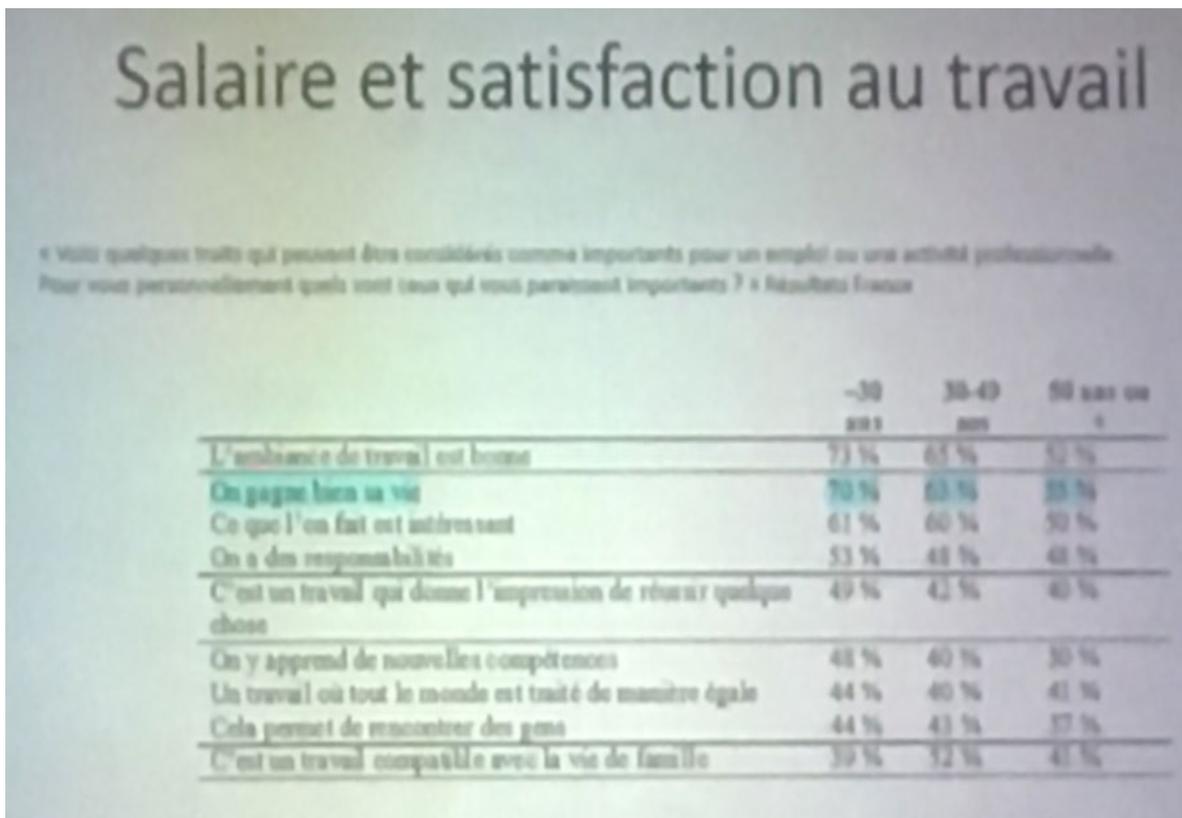
Salaire et satisfaction au travail

**Pour vous personnellement, quels sont les traits qui vous paraissent importants dans un emploi?
Pourcentage de personnes citant chaque aspect**





http://www.issp-france.fr/wp-content/uploads/2016/09/Resultats_France_ISSP_2015_final2-1.pdf

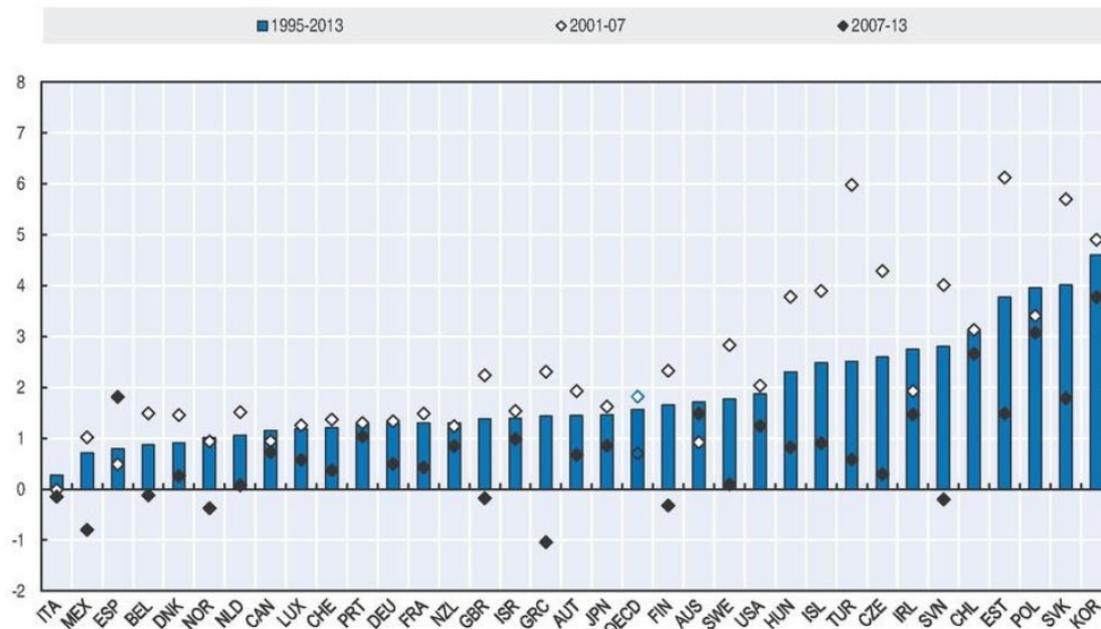


Le critère de rémunération reste donc important.

Les bas salaires ont une satisfaction plus fait le concernant la qualité de l'emploi.

	Avant secondaire	Lycée	Bac +2	Maîtrise ou plus	ensemble
On gagne bien sa vie	71 %	72 %	74 %	57 %	70 %
L'ambiance de travail est bonne	76 %	71 %	73 %	74 %	73 %
On a de l'initiative	38 %	30 %	42 %	47 %	37 %
Ce que l'on fait est intéressant	64 %	54 %	69 %	67 %	61 %
On y apprend de nouvelles compétences	54 %	44 %	54 %	43 %	48 %

Figure 1.8. **Growth in labour productivity**
GDP per hour worked, total economy, percentage change at annual rate



Aux USA, arrivée de débat autour des "living wages".

Le salaire minimum permet donc aussi de favoriser le développement d'emplois de bonne qualité.

Les effets sur l'emploi de l'augmentation du Smic (Coup de pouce = 1%)

Evaluation macroéconomique d'une hausse discrétionnaire du SMIC

□ Analyse basée sur :
« Quelles conséquences économiques d'un coup de pouce au SMIC ? »
d' E. Heyer et M. Plane, notes de l'OFCE, juillet 2012
<https://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/notes/2012/note22.pdf>

□ Evaluation à partir du modèle macro-économétrique e-mod.fr

- Impact économique d'un coup de pouce du SMIC, indépendamment de toute considération sociale ou d'objectif de réduction des inégalités salariales

□ **Résumé des effets attendus d'une hausse discrétionnaire du SMIC sur l'emploi**

- **Négatifs :**
 - Effet direct : hausse du coût du travail (fonction diffusion du SMIC aux autres salaires et du profil des allègements de cotisations sociales patronales)
 - Effet indirect : perte de compétitivité via hausse des coûts salariaux unitaires (réduction d'activité)
- + **Positifs :**
 - Effet revenu pour les salariés selon effet diffusion (supplément d'activité)

Evaluation nécessite d'établir

1. Diffusion d'une hausse du SMIC sur l'échelle des salaires

- Koubl et Lhommeau (2007) montrent qu'entre 2000 et 2005, l'effet à court terme de la hausse du Smic est fort sur les salaires les plus proches du Smic
- Goarant et Muller (2012) mettent en avant une diffusion significative qui s'opère dans les 2 trimestres suivant le relèvement et qui devient quasiment nulle au-delà de 2 fois le Smic
- Aeberhardt, Givord et Marbot (2012) suggèrent l'existence d'effets de diffusion significatifs mais limités (0,2), jusqu'au 7^{ème} décile.
- Groupe d'experts sur le SMIC (décembre 2011) conclue sur des effets de diffusion faibles et temporaires.
- Equation macroéconomique de formation des salaires (estimée sur 1982-2011) dans e-mod.fr :
Elasticité de long terme du salaire horaire moyen au SMIC est de 0,11

□ Calibrage cohérent entre travaux micros et macros

Impact d'une hausse du SMIC de 1% sur l'échelle des salaires

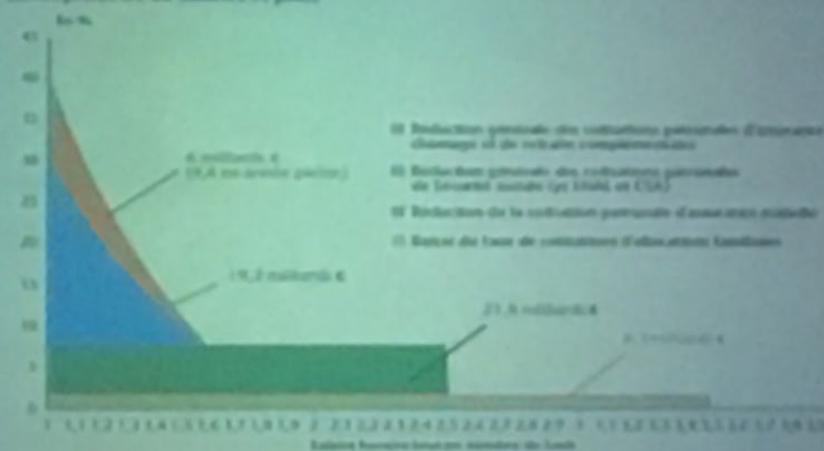
Salaire brut annuel moyen par décile	1	2	3	4	5	6	7-10	Ensemble
Hausse de salaires (en %)	1,0	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,0	0,1

Evaluation nécessite d'établir

2. Tenir compte du profil d'allègements de cotisations

- Uniquement les allègements Fillon sur les bas salaires (partie bleue du graph)
- Allègements renforcés en 2013-2015 : CICE et Pacte de Responsabilité
- 2019 : transformation du CICE en baisse de cotisations + 0 % cotisation au SMIC

Courbes : Répartition des allègements et réductions de cotisations patronales en 2019 (entreprises de 20 salariés et plus)



Notes : Presente répartition de ces allègements, les entreprises soumise à l'allègement d'assurance chômage, les EPR, les sociétés d'économie mixte, les entreprises nationales, les associations d'employeurs affiliés au régime général pour qui ces allègements ne s'appliquent pas, les CPE y compris les SMIC de leur personnel ayant cotisé, le cas échéant de l'assurance chômage, la France.

Source : Commission des comptes de la Sécurité sociale, calculs DARES.

Augmentation amène un tassement des salaires vers le bas.

Graphique = répartition des allègements et réductions de cotisations patronales en 2019 pour les entreprises de 20 salariés et plus.

Singularité française

■ Les allègements de cotisations sociales sont concentrés sur les bas salaires en France

- Phénomène renforcé à partir de septembre 2019

Graphique 27 : Taux de cotisations employeurs pour différents niveaux de salaire en 2013



Source : OCDE

* les résultats pour l'Allemagne portent sur l'année 2015 (salaire minimum et prévision du salaire médian)

La France est une exception en termes de dispersion.

Impact d'une hausse du SMIC de 1% sur le coût du travail

- Hausse du SMIC engendre une augmentation des salaires mais aussi des allègements de cotisations supplémentaires

- Plus il y a une faible diffusion, plus la baisse du salaire relatif est importante (en % du SMIC), plus le taux moyen d'allègements augmente en raison du profil dégressif des allègements de cotisations

- Hausse du coût du travail pour 1^{er} décile de salaires mais baisse du 2^{ème} au 5^{ème}

Tableau 1. Impact ex ante d'une hausse du SMIC de 1% selon les déciles de salaires

En %

Salaire brut annuel moyen par décile	1	2	3	4	5	6	7-10	Ensemble
Coût du travail	0,7	-0,4	-0,2	-0,2	-0,1	0,1	0,0	0,0
dû aux :	1,0	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,0	0,1
- hausses des salaires	1,0	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,0	0,1
- allègements de charges supplémentaires	-0,3	-0,5	-0,4	-0,4	-0,3	0,0	0,0	-0,1

Sources : Calculs OFCE

Quel impact sur l'emploi ?

1. Aspect « soutien de la demande » pour les salariés proches du SMIC

- Propension marginale forte à consommer des bénéficiaires mais nombre restreint de bénéficiaires limite les effets sur la consommation des ménages au niveau macroéconomique
- Supplément de revenu lié à cette augmentation de 1 % du SMIC générerait 11500 emplois

2. Aspect « hausse coût du travail » est destructeur d'emplois

- Elasticité de l'emploi au coût du travail décroissante avec le salaire
 - Faible diffusion du SMIC aux autres salaires augmentera peu le coût du travail au niveau macroéconomique mais, étant concentrée sur les bas salaires, l'élasticité moyenne sera forte (0,9).
 - Hausse du coût du travail, hors effets cotisations, liée 1% de hausse du SMIC détruirait 26 000 emplois
- Selon notre évaluation, une hausse de 1 % du SMIC, hors effets cotisations, entraînerait une destruction de 14 500 emplois (= 1+2)
- Fourchette basse de l'évaluation de F. Kramartz (entre 15 000 et 25 000)

Quel impact sur l'emploi ?

3. Aspect « hausse des allègements de cotisations » atténue les destructions d'emplois

- Faible diffusion du SMIC fait baisser le coût du travail pour les salariés se situant au-delà de 1,11 SMIC (2e décile) comme l'indiquait le tableau 1
- Cette baisse du coût du travail (-0,1 %) liée au supplément d'allègements de cotisations permet la création de 12 200 emplois
- Baisse du coût du travail sur les salaires compris entre le 2e et le 5e décile : élasticité moyenne de l'emploi au coût du travail de 0,7. Moins forte que celle liée aux hausses des salaires (0,9)

Hausse 1% du SMIC détruit 2300 emplois et génère 0,02 pt de PIB de déficit public

Tableau 2. Impact à 1 an d'un coup de pouce au Smic de 1 %

	Impact dû à la hausse du SMIC		Impact dû à la baisse des charges	Impact global
	Hausse de coût du travail	Hausse de revenu		
Emplois total (en milliers)	26	11,5	12,2	2,3
Coût du travail (en %)	0,1		0,1	0,00
Tenue des APU (en pts de PIB)	0,01		0,01	0,02

Source : DRE, calculs emef.fr

- Avec financement ex post (par hausse d'impôt sur le revenu ici) : -3 100 emplois

Quel impact sur l'emploi ?

3. Aspect « hausse des allègements de cotisations » atténue les destructions d'emplois

- Faible diffusion du SMIC fait baisser le coût du travail pour les salariés se situant au-delà de 1,1 SMIC (2e décile) comme l'indiquait le tableau 1
- Cette baisse du coût du travail (-0,1 %) liée au supplément d'allègements de cotisations permet la création de 12 200 emplois
- Baisse du coût du travail sur les salaires compris entre le 2e et le 5e décile : élasticité moyenne de l'emploi au coût du travail de 0,7. Moins forte que celle liée aux hausses des salaires (0,9).

Hausse 1% du SMIC détruit 2300 emplois et génère 0,02 pt de PIB de déficit public

Tableau 2. Impact à 1 an d'un coup de pouce au Smic de 1 %

	Impact dû à la hausse du SMIC		Impact dû à la baisse des charges	Impact global
	Baisse de coût de travail	Hauteur de revenu		
Emploi total (en milliers)	-24	11,3	12,2	2,3
Coût de travail (en %)	0,1		0,1	0,00
Salaires des APL (en pts de PIB)	0,01		0,01	0,00

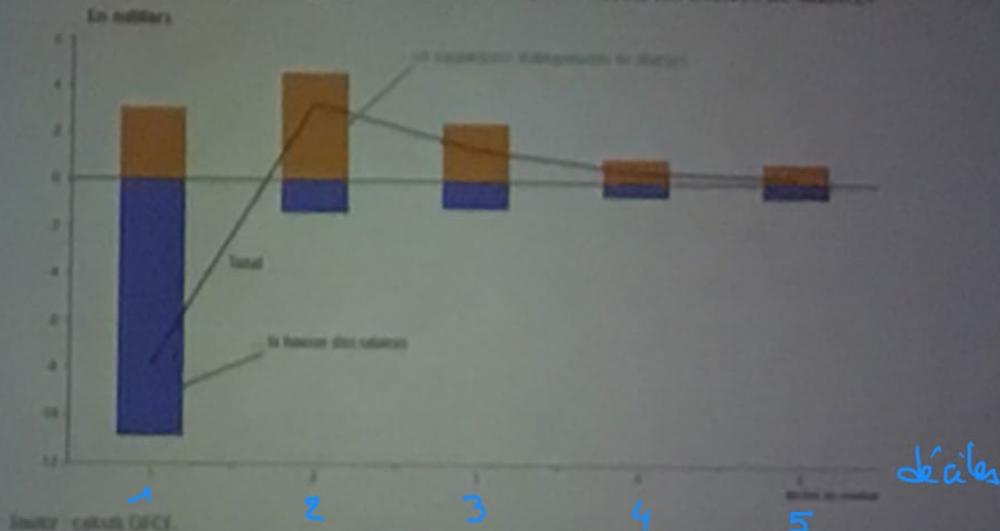
Source : DRE, calculs auteurs

- Avec financement ex post (par hausse d'impôt sur le revenu ici) : -3 100 emplois

Impact sur l'emploi par décile

- Effet négatif sur emploi du 1^{er} décile (- 8 000)...mais positif sur emploi du 2^{ème} au 5^{ème} décile (concentré sur 2^{ème} et 3^{ème} décile : + 5 000)

Impact sur l'emploi d'une hausse du SMIC de 1 % selon les déciles de salaires



- Phénomène sera renforcé en 2019 avec nouveau profilage des allègements et la mise en place de 0 % cotisations au SMIC

Une hausse du Smic a donc un coût sur les finances publiques. Pour l'employeur, problème de la trappe à bas Salaires, c'est-à-dire il y a moins d'allègements de cotisations.

L'augmentation du smic est-elle une garantie pour réduire les inégalités et la pauvreté ?

Ce n'est certes pas la meilleure solution.

Faudrait-il un salaire de subsistance ?

Le smic réduit les inégalités dans la redistribution salariale.

Différence entre recevoir un salaire et recevoir une prestation.

Il faut garantir une vie décente en échange de travail.

Ce salaire minimum avait aussi été introduit pour représenter une incitation au travail.

1% d'augmentation du smic coûte 240 millions.

La prime d'activité permet une réduction beaucoup plus efficace de la pauvreté chez les enfants que l'augmentation du salaire minimum.

En Allemagne, 2 augmentations successives de 2% ont été décidées en janvier 2019 et en janvier 2020, Concernant le salaire minimum.

Que se passerait-il si on supprimait le smic ?

Cela pourrait certes créer des emplois, mais quid de leur qualité et de la distribution des revenus.

La face cachée serait sûrement la précarité et les inégalités.

Cela reviendrait à fixer le salaire au niveau des branches. Cela entraînerait donc de

l'hétérogénéité. Exemple = il y a des secteurs à il y a beaucoup de main d'œuvre disponible, dans le secteur des services notamment, et donc avec des pouvoirs de négociation faible. Ce serait différent dans l'industrie.

Modalités de fixation du salaire minimum ?

Davantage travailler sur la méthode = dialogue.

Position des syndicats ?

En France, on ne demande pas de coup de pouce. On s'intéresse surtout aux carrières salariales.

CGT, une augmentation de 30% contrebalancerait les effets d'offre sur l'emploi.

Effets de l'uberisation : débat obsolète ?

Comment introduire des solutions de rémunération minimale pour ces salariés

? Grande complexité de mise en place (questions juridiques).

Peut-on / doit-on instaurer au SMIC européen ?

Ce serait sûrement une aberration d'avoir un SMIC unique pour tous les pays, car les modèles des pays sont différents. Réfléchir plutôt à un mécanisme de coordination de l'évolution des salaires.

Mais les syndicats de salariés nord-européens sont contre l'existence d'un Smic.